

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 JANVIER 1912.

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1912 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. STANDAERT.

MESSIEURS.

Le budget de la justice pour 1912 est en augmentation de 176,400 francs sur le budget de l'exercice précédent.

Cette augmentation provient de la progression normale des traitements de la magistrature et de la création de nouveaux sièges près de divers tribunaux.

Dans l'ensemble des sections, le budget fut voté, il a réuni 84 suffrages favorables contre 37 et 2 abstentions.

* * *

Chaque année le budget de la justice ramène parmi les mêmes préoccupations : le problème de la lutte contre la criminalité.

Chaque année aussi on constate, au sein des diverses sections de la Chambre comme à la section centrale, l'accord unanime des membres du Parlement sur l'urgence qu'il y a de légiférer en cette importante matière ; cette unanimité, parfaite tant que les députés se trouvent réunis en sections, s'évanouit en séance publique ; les importants projets qui concernent l'hygiène sociale et la sécurité publique sont écartés de l'ordre du jour et primés par des discussions souvent d'intérêt secondaire ou local, qui se prolongent en des débats stérils.

Certes, des voix autorisées protestent. On fait observer, au sujet de la protection de l'Enfance, par exemple, « qu'il est honteux qu'après vingt ans ce projet ne soit pas encore voté » (3). Ces paroles sont accueillies par des « marques d'approbation » et des « très bien » sur tous les bancs de la Chambre, puis la machine parlementaire rentre dans l'ornière.

(1) Budget, n° 41v.

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Rens, Standaert, du Bus de Warnaffe, Visart de Bocarmé, Versteylet et Van Cleemputte.

(3) Séance du 9 novembre 1909.

Et cependant des projets de loi d'ordre essentiel sont à pied d'œuvre ; il suffit que la Chambre le veuille pour les voir aboutir.

Organisation de la police judiciaire, réorganisation de la police rurale, répression de la récidive, protection de l'Enfance, ces quatre projets de loi synthétisent, au point de vue législatif, les principaux problèmes de la lutte contre la criminalité.

Quiconque examine de près la question de la criminalité chez nous, doit aboutir à cette double conclusion : il y a lieu, d'urgence, de réorganiser notre police judiciaire et rurale et de sévir énergiquement contre la récidive.

Notre police n'est pas à la hauteur des exigences actuelles ; elle se trouve figée en une organisation ancienne, démodée, tandis que les délinquants, eux, mettent au service du crime toutes les ressources des progrès et des inventions modernes.

La dernière statistique renseigne qu'en 1910, sur 166,123 p'aintes pour faits constituant des crimes ou délits, 54,257 affaires ont été laissées sans poursuites par les parquets, « les auteurs étant inconnus » ou « aucune preuve ne pouvant être administrée ». Il se fait donc que dans une affaire sur trois, le parquet reste impuissant, sans aucun élément qui lui permette d'entamer les poursuites. Il est vrai qu'en France la proportion est plus forte. Ainsi, il apparaît clairement qu'il faut réorganiser notre police, surtout faire tomber les barrières territoriales qui entravent l'initiative et la promptitude dans la recherche des délinquants ; il nous faut une police mieux outillée, mieux au courant de l'investigation judiciaire ; la police scientifique, enseignée à l'étranger, dans diverses universités, mérite toute notre attention, car elle apparaît comme un moyen de défense indispensable contre les procédés toujours plus ingénieux, plus perfectionnés, plus scientifiques des criminels d'aujourd'hui. Il semble que l'automobile facilite étrangement les entreprises de certains criminels audacieux. Il y a la quelque chose d'inquiétant et si le mal s'accroît il faudrait peut-être songer à surveiller ou à contrôler la circulation nocturne des automobiles.

Mais ce qui est essentiel dans la lutte contre la criminalité, c'est une répression sévère de la récidive.

Rien n'est suggestif comme la statistique en cette matière : on peut dire qu'à partir de l'âge de 25 ans, la très grande majorité des délinquants se recrute dans les rangs des récidivistes.

En l'année 1910, sur 20,090 individus, âgés de 25 à 40 ans, condamnés par les tribunaux belges, on comptait 12,448 récidivistes, contre 7,642 condamnés primaires.

La lutte contre la récidive acquiert donc une importance de premier plan et l'on ne saurait assez insister sur l'urgence de voter les mesures législatives proposées dans les projets de lois dus à l'initiative de M. Vanden Heuvel, Ministre de la Justice et de feu notre collègue M. Devigne.

Les statistiques relatives aux récidivistes nous révèlent cette situation particulièrement pénible qu'en l'année 1910, sur un total de 20,269 récidivistes condamnés, 9,324 d'entre eux (bientôt la moitié !) avaient subi leur première condamnation, *avant l'âge de 21 ans*

Donc c'est dans la catégorie des mineurs, c'est dans les rangs des délinquants juvénils, que se recrute la masse criminelle.

Et alors surgit, comme corollaire à la lutte contre la récidive, la protection de l'enfance.

Si la Belgique n'offre pas encore le troublant spectacle d'une progression rapide de la criminalité juvénile, à nos frontières le mal s'étend comme une épidémie et il importe de prendre, d'urgence, toutes les mesures capables de prévenir le fléau.

En France, lors de la discussion de la loi sur la protection de l'enfance, votée au Sénat en 1911, le rapporteur constatait qu'en l'année 1905 les tribunaux correctionnels avaient eu à juger 4,596 enfants âgés de moins de 16 ans et que ce nombre était monté en 1908 à 5,698 enfants.

Le nombre des prévenus, âgés de 16 à 18 ans, qui était de 8,221 en l'année 1906, montait à 9,082 en 1908.

Les Cours d'assises, en France, eurent à connaître en 1903 et en 1907 du même nombre de causes (2,692-2,695) à cette différence près — elle est déroutante — qu'en 1903 il y eut 613 accusés mineurs âgés de 11 à 20 ans et que le chiffre montait à 708 en 1907.

Il apparaît donc qu'il y ait comme un arrêt dans le mouvement ascensionnel de la criminalité chez les adultes, correspondant à une progression effrayante de la criminalité juvénile. Au témoignage du Dr Bertillon il semble que la progression de la criminalité juvénile se développe parallèlement avec la diffusion de l'instruction primaire et il ajoute : « Combien se trompaient les bavards d'autrefois qui disaient doctoralement : « Ouvrez une école, vous fermez une prison ».

Et voilà qui explique que la protection de l'enfance préoccupe les Parlements de la plupart des pays d'Europe, voilà qui justifie l'extrême urgence qu'il y a, pour nous, de légiférer en cette matière.

L'ingéniosité et la hardiesse des dispositions législatives votées ou projetées dans les divers Parlements prouvent avec quelle attention et quel souci on cherche à prévenir ou à endiguer le mal.

Aux Communes le « Children Act » de 1908 fut voté, comme un véritable code de l'enfance, en 134 articles : protection de la vie et de la moralité des enfants, réorganisation des écoles de réforme et de discipline, tribunaux spéciaux (juvenile courts) procédure spéciale, peines spéciales, c'est un système complet, détaillé, qui va jusqu'à l'interdiction de l'usage du tabac et de l'accès des bars et cafés aux mineurs de 16 ans.

En France, le Sénat votait, le 27 juin 1911, un projet de loi dont voici la substance :

1° Soustraire les mineurs de 13 ans à toute justice répressive : aux mesures pénales se trouvent substituées des mesures de tutelle, de surveillance et d'éducation dont ne peut connaître que la juridiction civile, statuant en chambre du conseil;

2° Organisation de tribunaux spéciaux pour les mineurs de 18 ans : une chambre spéciale juge les mineurs délinquants à l'exclusion absolue de la Cour d'Assises; la publicité des audiences est limitée, la reproduction des débats par le journal ou l'image est interdite;

3° Institution de la liberté surveillée : l'enfant délinquant est laissé chez ses parents sous la tutelle du tribunal qui le fait surveiller par une personne déterminée ou par une institution charitable.

En l'année 1908 l'Allemagne a institué le « *Kindergericht* » et la Hongrie — par une loi entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1911 — le « *Jugendstrafrecht* ».

La loi Hongroise prévoit, pour les mineurs de 18 ans, le choix entre les pénalités suivantes :

- a) La réprimande;
- b) La mise à l'épreuve (liberté surveillée);
- c) L'éducation corrective;
- d) La peine de l'emprisonnement.

Le projet de loi Italien sur la délinquance infantile — projet étendu et très complet — institue, avec le juge unique spécialisé, les mesures répressives suivantes, que le magistrat applique d'après sa libre conviction et par décision non motivée.

- a) Absoudre ;
- b) Admonester le mineur, sous obligation de se représenter avec ses parents pour rendre compte de sa conduite;
- c) Détention dans la maison paternelle pour vingt jours au plus ;
- d) La liberté surveillée pour une période qui ne dépasse pas les 21 ans ;
- e) Internement dans un établissement de bienfaisance ou école de réforme jusqu'à la majorité;
- f) Ordonner toutes mesures aux fins de confier l'enfant à un établissement pour infirmes ou anormaux.

En définitive un droit pénal nouveau, le droit pénal infantile, après avoir fait son tour d'Amérique, conquiert droit de cité en Europe ; il se résume en ceci :

A) SPÉCIALISATION DU JUGE. — De préférence le juge unique devenant le juge-spécialiste, ayant compétence tant pour l'instruction que pour le jugement des affaires et gardant, soit par lui-même, soit par intermédiaires, le contact avec les jeunes délinquants, même après jugement.

B) SPÉCIALISATION DE LA PROCÉDURE. — Pas de détention préventive, audiences sans apparat, dans un local distinct des salles d'audience pour adultes; huis clos ou tout au moins publicité restreinte, défense de rendre compte des débats sous quelque forme que ce soit, participation des délégués des œuvres de patronage aux délibérations du tribunal, suppression du droit d'appel.

C) SPÉCIALISATION DE LA PEINE. — Suppression de toute peine pour les mineurs de 13 ans en vertu d'une présomption légale de non imputabilité. Liberté du juge dans le choix de la peine pour les mineurs de 18 ans. Prédominance du système de la liberté surveillée avec la collaboration des comités de patronage ou de délégués officiels à l'instar des « probation officers » de l'Amérique. Pas de casier judiciaire avant 18 ans.

Beaucoup de ces lois instaurent — en cas de faute — la responsabilité pénale des parents, dont les enfants ont délinqué.

Dans le mouvement qui emporte les divers pays vers ces nouvelles idées, il y a certes une part d'enthousiasme, d'emballement, mais il y a surtout le souci impérieux, la nécessité sociale d'opposer des digues à la délinquance infantile.

D'aucuns s'insurgent à l'idée d'arrêter le mal en lui opposant des barrières plus fragiles, moins redoutables.

D'autres récusent l'exemple de l'Amérique, où les tribunaux pour enfants ont fait merveille, le tempérament national et la mentalité américaine n'étant pas comparables aux nôtres.

Nous croyons, quant à nous, que l'idée nouvelle est excellente, mais que nul mécanisme n'exige plus de doigté; le tribunal infantile vaut ce que vaut le juge et la liberté surveillée ce que valent le tact et le dévouement des délégués.

Le système a été excellemment caractérisé par M. Boernstein, le délégué autrichien, au récent Congrès international de Paris (29 juin 1911).

« Les jugements des tribunaux pour enfants doivent comporter l'expiation du méfait accompli; ils doivent punir au besoin et éveiller dans l'âme de l'enfant l'appréhension du châtement. Ils ne doivent pas tuer la notion de la faute, même excusable; tel est leur fondement moral, dont ils ne peuvent pas s'écarter. Mais étant donné que le juge pour enfants a devant lui des êtres encore malléables, qui ont souvent été poussés au mal par le besoin, la misère, les circonstances où la faute d'autrui, il faut qu'il dirige les débats de telle sorte que la constatation de la faute et l'administration de la peine soient toujours liées à la réforme intérieure, à l'éducation complémentaire, à la guérison, à l'espérance en une vie transformée. »

En Belgique, nous n'avons ni juge spécial, ni procédure, ni peines spéciales; toutefois, grâce aux efforts du Ministre Lejeune, il s'est constitué, surtout à Bruxelles, un Comité des Enfants traduits en justice et il a été organisé des audiences spéciales pour jeunes délinquants.

J'ai assisté le 6 novembre dernier, au palais de justice de Bruxelles, à une audience correctionnelle pour enfants.

Spectacle singulier: on eût dit une salle de classe, où les écoliers rangés sur les bancs venaient assister à quelque leçon solennelle; derrière eux, debout, des parents, des mères surtout, l'air ennuyé et triste; de-ci, de-là, quelque figure sinistre, étrangement intéressée.

Tour à tour, les gamins à l'appel de leur nom, viennent s'asseoir sur le banc, le plus souvent, par bandes de sept, cinq, quatre prévenus: vols avec effraction, vols sur la voie publique, outrages aux mœurs, incendie, le code pénal y passe.

Le président, qui semble insuffisamment familiarisé avec la langue, n'interroge pas, lui-même, les jeunes prévenus, en majorité flamands, cela se fait par intermédiaire, un interprète aux allures brusquées, fantaisiste à ses moments, à une mère qui se présente: « C'est là votre fils? » interroge-t-il, désignant un enfant aux allures revêches; oui, répond la pauvre femme. « Ewel, dat is me de kadei! » et la salle de rire.

Dans chaque affaire, au moment de la délibération, le président se tournant vers la barre : « Eh bien, maître X..., quelles sont vos propositions? » Et alors s'engage entre les membres du tribunal et le substitut d'une part, le jeune défenseur d'autre part, un colloque intéressant; pour chaque enfant, l'avocat communique le résultat d'une enquête faite sur les parents, leur moralité, les moyens d'existence du prévenu, ses antécédents, ses fréquentations. Le président semble considérer l'avocat comme ayant voix consultative dans la délibération; il a le souci évident de se mettre d'accord avec la défense avant de prononcer l'acquittement, la condamnation, la mise à la disposition du Gouvernement. Parfois, ingénieuse application de la liberté surveillée — le tribunal décide de surseoir au prononcé pendant quatre mois, ajoutant : « il est entendu, maître X..., que vous tiendrez les enfants en surveillance et que vous nous ferez rapport pour l'audience du 27 mars. »

L'interprète renvoie les petiots, leur dit qu'ils doivent se représenter devant le tribunal le 27 mars prochain, ajoutant : « En ziet dat gij nu braaf zijt, zoo niet den bak in! » Et le public rit!

Sans parler de ces manifestations non réprimées de l'humour bruxellois, l'impression que laisse semblable audience est complexe : mélange d'improbation et d'approbation. D'improbation très vive contre un système qui, en fait, transforme, à certains jours, une salle d'audience correctionnelle en salle d'école, où se donne, pendant des heures, devant cinquante, soixante enfants, une vivante leçon de vice et de crime.

On reste navré au spectacle de tous ces petits de 10 à 16 ans attentifs, comme ils ne le furent peut-être jamais à l'école, tendant l'oreille pour ne pas perdre un mot; c'est là un système qui doit être condamné sans rémission. Assez pénible aussi le sentiment que laisse une instruction faite par voie d'interprète, alors que c'est, surtout, des rapports directs de juge à délinquant que doivent résulter une connaissance plus approfondie des dispositions de l'enfant, les effets salutaires d'une admonition tantôt sévère, tantôt paternelle, faite avec autorité.

Mais, d'autre part, il faut approuver sans réserves l'allure toute de bienveillance du ministère public et des juges et le rôle si prépondérant de l'avocat délégué pour le « *Comité de défense des enfants traduits en justice* » collaborant non tant à un système de répression pénale qu'à une œuvre de justice curative, la meilleure qui vaille pour les enfants. On ne saurait assez rendre hommage à ce Comité de défense, manifestation nouvelle et vraiment touchante des traditions de bonté et de désintéressement qui honorent le barreau.

Au cours des travaux de la section centrale, M. le Ministre de la Justice a déposé sur le bureau de la Chambre un projet relatif au droit pénal infantile : la section, qui n'a pas à en connaître, exprime le vœu que ce projet ne soit pas une nouvelle cause de retard pour la discussion de la loi sur la protection de l'Enfance.

*
* * *

La réforme de la bienfaisance publique a fait l'objet des délibérations de la Section centrale; chaque année, d'ailleurs, la question est soulevée dans diverses sections lors de l'examen du budget de la justice.

Une Commission fut constituée, le 5 avril 1885, en vue d'étudier la réforme

de la bienfaisance; elle avait pour président M. Cooreman, alors sénateur; après cinq années d'études et de discussions, cette Commission coordonna l'ensemble de ses résolutions sous la forme d'un avant-projet de réorganisation de la bienfaisance, en 155 articles.

Voici le résumé de cet avant-projet :

La Société a l'obligation de secourir les indigents, il faut considérer comme tels : a) ceux qui n'ont pas la force de travailler (enfants, vieillards); b) ceux qui ne trouvent pas les moyens de travailler (chômage); c) ceux qui n'ont pas la volonté de travailler (vagabonds).

Les hospices et les bureaux de bienfaisance sont fusionnés : unité de direction et de patrimoine, et droit d'exercer aussi bien l'assistance préventive que curative.

Là, où les ressources ne sont pas suffisantes, les communes, au nombre de dix maximum, peuvent se réunir en Unions intercommunales d'assistance. Les Commissions locales tout en gardant leur autonomie, pourront se réunir en associations — personnes civiles — dans un but spécial, tel par exemple, l'hospitalisation.

Une inspection centrale et permanente est créée en même temps qu'un fonds spécial provincial.

L'avant-projet prévoit, en outre, des réformes dans l'organisation interne des institutions de bienfaisance dans la gestion de leurs biens et principalement dans les modes d'assistance. Enfin, on s'efforce d'établir les rapports suivis entre la charité privée et la bienfaisance publique en vue de remédier au « chaos de la charité », de coordonner les secours en leur donnant un maximum d'efficacité.

Quand on lit les rapports présentés sur les diverses questions traitées, on se convainc aisément du labeur considérable qui fut accompli au sein de la Commission : tels sont les rapports de MM. Beekman, R. de Kerchove, Roelands et Verhaeghe et les trois rapports très étudiés de M. Amédée Visart sur la fusion des bureaux de bienfaisance et des hospices, sur la gestion des biens des pauvres et sur les Unions intercommunales d'assistance publique.

Ces importants travaux, fruits d'études approfondies, ne sauraient rester stérils; il est à souhaiter que le département reprenne quelque jour cet avant-projet pour en faire la base d'un projet définitif.

Il est telles idées, comme l'union intercommunale d'assistance, la fusion des hospices et des bureaux de bienfaisance, les associations à but spécial entre diverses communes, qui méritent un meilleur sort que celui réservé depuis quelque vingt ans, aux travaux de la Commission spéciale de réforme de la bienfaisance publique.

*
* *

Un membre de la section centrale a exprimé le regret de voir de nombreux bureaux de bienfaisance administrés par des receveurs incapables ou indécats; il se demande si un système d'inspection ne pourrait être utilement organisé.

Il est certain que la comptabilité des établissements de pauvres présente de nombreuses complications; si, bien souvent, ces établissements laissent

à désirer, c'est à cause de l'inexpérience ou de l'insuffisance des receveurs.

La loi prend cependant en cette matière toutes les précautions désirables. La nomination doit se faire au scrutin secret, elle doit être approuvée par le conseil communal et même par la députation provinciale; le receveur peut être révoqué par un simple vote de l'administration de bienfaisance. Si le receveur est chargé de faire tous les paiements, il ne le peut cependant que sur mandat régulier signé par l'ordonnateur et le secrétaire et jusqu'à concurrence, seulement, des crédits prévus. Aux termes de l'article 91 de la loi communale, le collège des bourgmestre et échevins a la surveillance des établissements de bienfaisance dans ses attributions. Le bourgmestre a le droit de prendre la présidence des réunions de la Commission administrative des bureaux de bienfaisance, il y a voix délibérative et peut exercer le contrôle le plus étendu.

Toutes ces mesures semblent suffisantes : certes les administrations publiques ne sont pas absolument à l'abri des malversations et des détournements, mais ceux-ci seraient singulièrement réduits si toutes les administrations intéressées exerçaient les mesures de surveillance prévues par la loi. Il y a lieu de remarquer cependant que l'inspection organisée par le pouvoir central a été préconisée par la Commission de la réforme de la bienfaisance publique.

* * *

En section, il a été demandé, avec insistance, qu'une nouvelle chambre fût créée auprès du tribunal de première instance d'Anvers.

Cette demande est justifiée. Déjà l'année dernière, lors de la création d'une place de juge près de ce tribunal, je disais dans mon rapport, fait au nom de la Commission spéciale, que l'arriéré au tribunal d'Anvers était inquiétant et qu'il était urgent de porter remède à cette situation.

Une autre demande, dont le bien-fondé semble indiscutable, est relative à l'augmentation du nombre des commis de greffe; il ne faut pas quand on crée de nouvelles chambres, en partie pour alléger la besogne trop lourde des magistrats, qu'on fasse peser plus lourdement la besogne sur les modestes auxiliaires de la justice. La création de nouvelles chambres multiplie l'intensité du travail judiciaire et surtout les écritures, dès lors, il n'est que juste que le service des employés subalternes soit mis à même de satisfaire, dans des conditions normales, aux nécessités nouvelles. La section centrale appuie le vœu de voir créer une nouvelle place au parquet général de la Cour d'appel de Gand.

Un membre de la Section centrale a vivement insisté en faveur de la création d'une seconde place de commis au Tribunal de Commerce de Bruges; cette demande aussi est des plus justifiées.

C'est par six voix contre une qu'a été voté au sein de la Section centrale le budget de la justice, quant aux conclusions du rapport, elles ont été adoptées à l'unanimité des membres.

Le Rapporteur,

Eug. STANDAERT.

Le Président,

E. NERINCX.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 JANUARI 1912.

Begrooting van het Ministerie van Justitie voor het dienstjaar 1912 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER STANDAERT.

MIJNE HEEREN,

De Begrooting van Justitie bedraagt, voor 1912, 176,400 frank meer dan die van het vorige dienstjaar.

Deze vermeerdering wordt gebillijkt én door de normale toeneming van de jaarwedden der magistratuur én door het instellen van nieuwe zetels bij verschillende rechtbanken.

De Begrooting werd door de afdeelingen in het algemeen goedgekeurd, met 81 stemmen tegen 37 en 2 onthoudingen.

*
* *

Ieder jaar wordt, naar aanleiding der Begrooting van Justitie, onder dezelfde bekommelingen, het vraagstuk van den strijd tegen de criminaliteit opgeworpen.

Ieder jaar ook bevindt men dat de leden der verschillende afdeelingen van de Kamer, evenals die der Middenafdeeling, het eens zijn om te erkennen dat het dringend noodzakelijk is dit belangrijk vraagstuk door middel van eene wet te regelen; deze eensgezindheid, welke onverdeeld is zoolang de Volksvertegenwoordigers in de afdeelingen zijn vergaderd, verdwijnt als bij tooverslag ter openbare vergadering; de belangrijke ontwerpen betreffende de volksgezondheid en de volksveiligheid verdwijnen van de dagorde om plaats te maken voor besprekingen, vaak van ondergeschikt of plaatselijk belang, welke langdurige, ijdele debatten verwekken.

(1) Begrooting, n^o 4^{IV}.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Nerinx, was samengesteld uit de heeren Rens, Standaert, du Bus de Warnaffe, Visart de Bocarmé, Versteylen en Van Cleemputte.

Gewis komen gezaghebbende stemmen daartegen op. Ten opzichte van de kinderbescherming, bij voorbeeld, doet men opmerken, « dat het schande moet hieten, dat bedoeld ontwerp na twintig jaren nog niet is gestemd. (1) » Deze woorden dragen de « goedkeuring » weg en lokken herhaaldelijk een « zeer wel » uit op al de banken der Kamer, — en het Parlement vervalt in zijne oude sleur.

En echter zijn de grondslagen gelegd voor wetsontwerpen van hoofdzakelijk belang; om deze tot een goed einde te brengen, is het voldoende dat de Kamer het wil.

Inrichting van de gerechtelijke politie, herinrichting van de landelijke politie, beteugeling van de recidive, kinderbescherming: die vier wetsontwerpen vatten, op wetgevend gebied, de hoofdproblemas samen van den strijd tegen de criminaliteit.

Wie het vraagstuk der criminaliteit ten onzent van nabij onderzoekt, komt tot deze tweevoudige gevolgtrekking: ten spoedigste moet onze gerechtelijke en landelijke politie worden heringericht; krachtig dient te worden opgetreden tegen de misdadigers die opnieuw een misdrijf plegen.

Onze politie is niet op de hoogte van de huidige vereischen; hare werkdadigheid wordt gestremd door eene verouderde inrichting, terwijl de overtreders ten dienste van de misdaad stellen al de hulpmiddelen van de hedendaagsche uitvindingen, van den modernen vooruitgang.

De jongste statistiek leert, dat op 166,123 klachten, in 1910 door misdaden of wanbedrijven uitgelokt, 54,257 zaken door het parket zonder gevolg werden gelaten, « daar de daders onbekend waren » of omdat « geen enkel bewijs kon worden aangevoerd ». In ééne zaak op drie blijft het parket dus onmachtig, beroofd van alle middelen om rechtsingang te verleen. De verhouding is, weliswaar, nog grooter in Frankrijk. Het blijkt dus duidelijk, dat onze politie moet worden heringericht, en vooral weggeruimd de gewestelijke hinderpalen welke het initiatief en de vlugheid bij het opzoeken der wetsovertreders belet; onze politie moet beter toegerust zijn, beter op de hoogte van gerechtelijke opsporing; de wetenschappelijke politie, bij verschillende uitheemsche hoogeschoolen onderwezen, verdient al onze aandacht, want zij komt voor als een onontbeerlijk verdedigingsmiddel tegen de steeds toenemende vindingrijkheid der hedendaagsche misdadigers, tegen hunne steeds meer volmaakte en wetenschappelijke handeling. Het schijnt dat de motorrijtuigen de ondernemingen van sommige stoutmoedige misdadigers op zonderlinge wijze vergemakkelijken. Dat verwekt onrust en, moest het kwaad nog erger worden, dan zou men wellicht toezicht moeten inrichten op de automobielen die bij nachte rijden.

Hoofdzaak echter in de bestrijding der criminaliteit, is eene strenge beteugeling van het herhaald misdrijf.

Niets is meer leerrijk dan de statistiek op dat gebied: men mag gerust

(1) Vergadering van 9 November 1909.

zeggen dat, te rekenen van af den 25 jarigen leeftijd, de zeer groote meerderheid der wetsovertreders recidivisten zijn.

In 1910, op 20,090 personen van 23 tot 40 jarigen leeftijd die door de Belgische rechtbanken werden veroordeeld, telde men 12,448 recidivisten tegen 7,642 personen die voor de eerste maal werden gestraft.

De strijd tegen het herhaald misdrijf is dus van het allereerste belang en niet genoeg kan men erop aandringen dat de wettelijke maatregelen, vervat in de wetsontwerpen uitgaande van den heer Van den Heuvel, Minister van Justitie, en van wijlen onzen collega, den heer Julius Devigne, ten spoedigste worden gestemd.

Uit de statistiek betreffende de recidivisten blijkt deze bijzonder pijnlijke toestand, dat, in het jaar 1910, op een totaal van 20,269 veroordeelde recidivisten, 9,324 (welke de helft!) hunne eerste veroordeeling *vóór den leeftijd van 21 jaar* hadden ondergaan.

Bij de minderjarigen, bij de jonge overtreders wordt dus de massa der misdadigers aangeworven.

En als gevolg van den strijd tegen de recidivisten rijst hier het vraagstuk der kinderbescherming.

Levert België nog niet het bedroevend schouwspel op van eene snel stijgende criminaliteit bij de kinderen, over onze grenzen breidt de kwaal zich uit als eene besmetting, en het is noodig onverwijld alle mogelijke maatregelen te treffen om den geesel te weren.

In Frankrijk werd door den verslaggever, tijdens de behandeling van de wet op de kinderbescherming — wet door den Senaat in 1911 gestemd — vastgesteld dat in 1905 voor de correctionele rechtbank werden gebracht 4,598 kinderen *beneden den leeftijd van 16 jaren*, en dat dit getal in 1908 tot 5,698 was geklommen.

Het getal verdachten *van 16 tot 18 jarigen leeftijd* bedroeg, in 1906, 8,221; in 1908 was het gestegen tot 9.082.

De assisenhoven, in Frankrijk, hadden in 1905 en 1907 hetzelfde getal zaken te behandelen (2.692-2.695), met dit roerend verschil, dat er, in 1905, 613 beschuldigten waren van 11 tot 20 jarigen leeftijd en dat dit cijfer, in 1907, was gekomen tot 708.

Men zou dus zeggen, dat er een stilstand is in het stijgen der criminaliteit bij de volwassenen, stilstand die gepaard gaat met eene schikbare stijging der criminaliteit bij de jeugd. Volgens het getuigenis van Dr Bertillon, zou het toenemen der criminaliteit bij de jeugd gelijken tred houden met de verspreiding van het lager onderwijs, en hij voegt er aan toe: « Wat hadden de woordenkramers van eertijds het mis, toen zij op meesterachtige wijze zegden: Voor iedere school die wordt geopend, sluit men eene gevangenis ».

Hieruit blijkt waarom de Parlementen van het meerendeel der Europeesche landen bezorgd zijn om de kinderbescherming; dat billijkt ook den grooten spoed waarvan wij moeten blijk geven om dit vraagstuk door middel van eene wet te regelen.

De stoutte vindingrijkheid der gestemde of ontworpen wetten in de ver-

schillende Parlementen bewijst met hoeveel vernuftige bezorgdheid men er naar streeft om het kwaad te voorkomen of tegen te houden.

In 1908 stemde het Engelsche Lagerhuis den « Children Act » als een wezenlijk kinderwetboek, in 134 artikelen : bescherming van het leven en van de zedelijkheid der kinderen, herinrichting der tucht- en verbeteringscholen, bijzondere rechtbanken (juvenile courts); bijzondere procedure, bijzondere straffen, 't is een volledig, omstandig beschreven stelsel, in zoo verre dat aan de kinderen beneden den leeftijd van 16 jaren zelfs wordt verboden het verbruik van tabak en de toegang tot de bars en koffiehuisen.

Op 27 Juni 1911 stemde de Senaat in Frankrijk een ontwerp van wet, in hoofdzaak behelzende :

1^o Kinderen beneden de 13 jaar worden aan elk beteugelend gerecht onttrokken : de strafmaatregelen maken plaats voor maatregelen van voogdij, van toezicht en van opvoeding waarover alléén kan beslissen het burgerlijk gerecht, in raadkamer beslissende ;

2^o Tot achttienjarigen leeftijd worden zij onderworpen aan bijzondere rechtbanken : een bijzondere Kamer, met volkomen uitsluiting van het Assisenhof, doet uitspraak over de feiten gelegd ten laste van de minderjarige overtredders ; de openbaarheid der terechtzittingen is beperkt ; het is verboden door middel van dagbladen of afbeeldingen de debatten bekend te maken ;

3^o Toezicht wordt gehouden over de vrijheid der kinderen : het kind-overtreder wordt bij zijne ouders gelaten onder voogdij van het gerecht, dat toezicht houdt over hem door middel van een bepaalden persoon of door middel van eene liefdadige instelling.

In het jaar 1908 stelde Duitschland het *kindergerecht* in en Hongarije het *Jugendstrafrecht* door eene wet die op 1 Januari 1911 van kracht werd.

De Hongaarsche wet voorziet, voor kinderen minder dan 18 jaar oud, de keus onder de volgende straffen :

- a) de berisping;
- b) de op proef stelling (bewaakte vrijheid);
- c) de verbeterende opvoeding;
- d) de gevangenisstraf.

Het Italiaansche ontwerp van wet op de misdrijven door kinderen — een zeer uitgebreid en volledig ontwerp — voorziet den alleensprekenden bijzon-deren rechter en tevens de volgende beteugelingsmaatregelen, welke de rechter toepast naar zijne vrije overtuiging en bij beslissing zonder beweegredenen :

- a) Vrijspraak ;
- b) Berisping van den minderjarige, onder verplichting zich met zijne ouders aan te melden om rekenschap te geven van zijn gedrag ;
- c) Opsluiting in het ouderlijk huis gedurende ten hoogste twintig dagen ;
- d) Bewaakte vrijheid tot den leeftijd van ten hoogste 21 jaar ;
- e) Opneming in een gesticht van weldadigheid of verbeteringschool tot de meerderjarigheid ;

f) Het voorschrijven van alle maatregelen ten einde het kind toe te vertrouwen aan een gesticht voor gebrekkelijken of abnormalen.

Kortom, een nieuw strafrecht, het kinderstrafrecht, na te zijn ingevoerd in gansch Amerika, vestigt zich in Europa; het kan beknopt samengevat worden als volgt :

A) *Bijzondere rechter.* — Bij voorkeur, de alleensprekende rechter; wordt deze de bijzondere rechter, bevoegd voor het onderzoek evenals voor de berechting der zaken en blijvende, hetzij persoonlijk, hetzij door middel van tusschenpersonen, in voeling met de jonge misdadigers, zelfs na het vonnis.

B) *Bijzondere rechtspleging.* — Geene voorloopige hechtenis, terechtzittingen zonder vertoon in eene andere zaal dan de gerechtszaal voor volwassenen; besloten zitting of althans beperkte openbaarheid; verbod verslag te doen over de debatten, op welke wijze ook; deelneming van de afgevaardigden der beschermingscomiteiten aan de beraadslagingen der rechtbank; afschaffing van het recht om hooger beroep aan te teekenen.

C) *Bijzondere straffen.* — Afschaffing van elke straf voor kinderen minder dan 13 jaar oud, krachtens een wettelijk vermoeden van ontoerekenbaarheid. Vrijheid van den rechter in de keus der straf voor kinderen minder dan 18 jaar oud. Overwicht van het stelsel der bewaakte vrijheid met medewerking van de beschermingscomiteiten of van ambtelijke afgevaardigden in den aard van de « probation officers » in Amerika. Geene inschrijving in het strafregister beneden den leeftijd van 18 jaar.

Tal van wetten voeren de strafrechtelijke aansprakelijkheid in van de ouders wier kinderen een misdrijf pleegden, ingeval de ouders er schuld aan hebben.

De beweging, welke de verschillende landen naar deze nieuwe gedachten drijft, vindt voorzeker voor een gedeelte haren oorsprong in geestdrift en dweepzucht, doch vooral in de dringende bekommring, in de maatschappelijke noodzakelijkheid om een dam op te werpen tegen het plegen van misdrijven door kinderen.

Sommigen komen op tegen het denkbeeld, het kwaad te stremmen door minder stevige dammen daartegen op te werpen.

Anderen willen niet ingaan op het voorbeeld van Amerika waar de rechtbanken voor kinderen prachtige uitslagen hebben opgeleverd, en wel omdat het nationaal karakter en de Amerikaansche geestesgesteldheid met de onze niet te vergelijken zijn.

Wij zijn echter van meening, dat het nieuwe denkbeeld uitstekend is, maar dat geen enkele instelling meer fijngevoeligheid vergt; de rechtbank voor kinderen zal zooveel waard zijn als de rechter zelf waard is, en de bewaakte vrijheid zooveel als de kiesheid en de toewijding der afgevaardigden.

Het stelsel werd in uitnemende bewoordingen gekenschetst door den

heer Bernstein, afgevaardigd door Oostenrijk, op het jongste Internationaal Congres te Parijs (29 Juni 1911) :

« De vonnissen der rechtbanken voor kinderen moeten in zich de boete bevatten van het bedreven kwaad ; zij moeten bij voorkomend geval straffen en in de ziel van het kind de vrees voor de kastijding wekken. Zij moeten het begrip van de zelfs verschoonbare schuld niet dooden ; dat is hun zedelijke grondslag, waarvan zij niet mogen afwijken. Maar aangezien de kinderrechter nog kneedbare wezens voor zich heeft, die vaak tot het kwaad werden gedreven door nood, ellende, omstandigheden of schuld van anderen, zoo moet hij de debatten leiden derwijze dat de vaststelling van de schuld en de toepassing der straf steeds in nauw verband staan met de innerlijke hervorming, de nadere opvoeding, de genezing en het vertrouwen in een verbeterd leven».

In België hebben wij noch bijzonderen rechter, noch bijzondere rechtspleging, noch bijzondere straffen, doch, dank zij het optreden van Minister Lejeune, is er vooral te Brussel een Comiteit voor terechtstaande kinderen tot stand gekomen en werden er afzonderlijke zittingen voor jonge misdadigers ingesteld.

Op 6 November jongstleden heb ik in het Paleis van Justitie te Brussel eene boetstraffelijke zitting voor kinderen bijgewoond.

Eigenaardig schouwspel : men zou gemeend hebben zich in een schoollokaal te bevinden, waar de leerlingen, naast elkaar op de banken gezeten, eene plechtige les kwamen bijwonen ; achter hen rechtstaande, hunne ouders, vooral moeders met droefheid en verveling op het gelaat ; hier en daar een akelig wezen dat een zonderling belang in de zaken scheen te stellen.

Beurtelings, bij het afroepen van hun naam, komen de kinderen, vaak met zeven, vijf, vier betichten te gelijk op de bank zitten : diefstallen met braak, diefstallen op den openbaren weg, aanslagen op de eerbaarheid, brandstichting, kortom gansch het Strafwetboek.

De voorzitter, die de taal niet genoegzaam schijnt te kennen, ondervraagt niet zelf de jonge betichten, die meest allen Vlamingen zijn ; de ondervraging geschiedt door een taalman met half ruwe gebaren, bijwijlen spotziek. Aan eene moeder, die zich aanmeldt, vraagt hij : « Is dat uw zoon ? » en meteen wijst hij op een kind met norsch uitzicht. « Ja », antwoordt de arme vrouw. « *Ewel, dat is me de kadei !* », waarop de zaal in lachen uitbarst.

In elke zaak, vóór de beraadslaging, wendt de voorzitter zich tot de balie : « Welnu, Meester X..., welke zijn uwe voorstellen ? » En dan ontstaat tusschen de leden der rechtbank en den substituant, eenerzijds, en den jongen verdediger, anderzijds, een belangwekkend gesprek ; voor elk kind wordt door den advocaat medegedeeld de uitslag van het onderzoek betreffende de ouders, hunne zedelijke waarde, de middelen van bestaan van den betichte, zijn voorgaande leven, zijne makkers. De voorzitter schijnt den advocaat te aanzien als hebbende raadplegende stem bij de beraadslaging ; hij bekommert zich klaarblijkelijk om de eensgezindheid met de verdediging alvorens de vrijspraak, de veroordeling, het ter beschik-

king stellen van de Regeering uit te spreken. Soms als spitsvondige toepassing van de bewaakte vrijheid beslist de rechtbank hare uitspraak voor vier maanden te schorsen en voegt er aan toe : » Het is wel verstaan, Meester X..., dat gij de kinderen zult blijven bewaken en dat gij ons verslag zult doen ter zitting van 27 Maart. »

De taalman zendt de kleine kleuters door : hij zegt hun dat zij moeten terugkomen voor de rechtbank op 27 Maart en voegt er aan toe : « En ziet dat gij nu braaf zijt, zooniet den bak in ». En onder het publiek wordt er gelachen !

Zonder verder uit te weiden over deze niet ondergedrukte uitingen van den Brusselschen humor, laat soortgelijke terechtzitting een meervoudigen indruk na : afkeuring en tevens goedkeuring. Levendige afkeuring van een stelsel dat, op zekere dagen, van de boetstraffelijke verhoorzaal een schoollokaal maakt, waar, gedurende uren, aanschouwelijk onderwijs van ondeugd en misdaad wordt gegeven voor vijftig, zestig kinderen.

Het hart bloedt bij het schouwspel van al die kleinen van 10 tot 16 jaar, meer aandachtig dan zij het ooit in de school waren, het oor spitsend om geen woord te missen; dit stelsel moet onvoorwaardelijk worden veroordeeld. Tamelijk ergerend is ook het stelsel van onderzoek door middel van een taalman; immers, uit de rechtstreeksche betrekkingen van rechter tot terechtstaande moeten voortspruiten eene grondigere kennis van den aanleg van het kind, alsook de degelijke uitwerking van eene soms strenge, soms vaderlijke berisping, met gezag uitgesproken.

Doch anderdeels moet men zonder voorbehoud goedkeuren de welwillende gezindheid van het ministerie en van den rechter, alsmede de overwegende rol van den advocaat, afgevaardigd door het Comité van verdediging van terechstaande kinderen, die zijne medewerking verleent, niet zoozeer tot een stelsel van beteugeling door middel van straffen als tot een werk van gezondmakende rechtsbedeeling, de beste van allen voor kinderen. Men kan niet genoeg hulde brengen aan dit Comité van verdediging, welk eene nieuwe en waarlijk treffende uiting is van de overleveringen van goedheid en onbaatzuchtigheid, die de balie tot eer strekken.

Tijdens de werkzaamheden van de Middenafdeeling heeft de Minister van Justitie bij de Kamer een wetsontwerp ingediend over het strafrecht voor kinderen : de afdeeling, die het niet te onderzoeken heeft, drukt den wensch uit dat dit ontwerp niet eene nieuwe oorzaak zij van vertraging voor de beraadslaging over de wet op de kinderbescherming.

*
* * *

De herinrichting van de openbare weldadigheid is het voorwerp geweest van de beraadslagingen der Middenafdeeling; ieder jaar, overigens, wordt het vraagstuk geopperd in verschillende afdeelingen tijdens het onderzoek van de Begrooting van Justitie.

Er werd op 3 April 1885 eene Commissie ingesteld ten einde de herinrichting van de weldadigheid te bestudeeren; zij had als voorzitter den heer

Cooreman, te dien tijde senator; na vijf jaar studie en besprekingen vatte die Commissie hare besluiten samen onder den vorm van een voorontwerp tot herinrichting der weldadigheid. in 155 artikelen.

Ziehier de beknopte samenvatting van dat voorontwerp :

De samenleving heeft tot plicht, de noodlijdenden te helpen ; als dusdanig moeten beschouwd worden : a) zij, die de noodige macht niet bezitten om te werken (kinderen, ouderlingen, enz.); b) zij die de middelen niet vinden om te werken (werkloosheid); c) zij die den wil niet bezitten om te werken (landloopers).

Godshuizen en weldadigheidsbureelen worden versmolten : één bestuur en ééne have, recht om zowel voorkomenden als verhelpenden bijstand te verleenen.

Waar de geldmiddelen ontoereikend zijn, mogen de gemeenten, met tien ten hoogste, zich vereenigen in gemeenteverbonden voor bijstand. De plaatselijke Commissiën, al behouden zij hare zelfstandigheid, mogen zich vereenigen in bonden — rechtspersonen — met een bijzonder doel, zooals, onder andere, het verplegen van zieken en gewonden in gasthuizen.

Er wordt een bestendige opper-toezichtsdienst tot stand gebracht, alsmede een bijzonder fonds per provincie.

Het voorontwerp voorziet daarenboven hervormingen in de inwendige inrichting der weldadigheidsinstellingen, in het beheer hunner goederen en vooral in de wijze om bijstand te verleenen. Ten slotte, tracht men bestendig verband in 't leven te roepen tusschen de private weldadigheid en de openbare weldadigheid, ten einde de « verwaring in de weldadigheid » te verhelpen en orde te brengen in den verleenden bijstand door dezen zoo doelmatig mogelijk te maken.

Wanneer men de verslagen doorbladert, die werden ingediend over de verschillende vraagstukken, door de Commissie behandeld, dan beseft men gemakkelijk hoeveel werk werd geleverd in den schoot der Commissie : dat is het geval met de verslagen der heeren Beeckman, R. de Kerchove, Roelands en Verhaeghe en de drie zeer doordachte verslagen van den heer Amédée Visart over de versmelting der weldadigheidsbureelen en godshuizen, over het beheer van het armengoed en over de gemeenteverbonden voor openbaren bijstand.

Die belangrijke werken, de vrucht van grondige studiën, kunnen onmogelijk verloren gaan; het is te wenschen dat het Ministerie van Justitie zekeren dag dat voorontwerp terug te voorschijn hale om ervan den grondslag te maken van een bepaald wetsontwerp.

Er zijn van die denkbeelden, zooals de gemeenteverbonden voor openbaren bijstand, de versmelting der godshuizen en weldadigheidsbureelen, de vereenigingen met bijzonder doel onder verscheidene gemeenten, welke een beter lot verdienen dan hetgeen sedert een twintigtal jaren te beurt viel aan de werkzaamheden der Bijzondere Commissie voor de herinrichting van de openbare weldadigheid.

Een lid der Middenafdeeling drukte zijne spijt er over uit, dat talrijke weldadigheidsbureelen beheerd worden door onbekwame of oneerlijke ontvangers; hij oppert de vraag, of het niet nuttig ware een stelsel van toezicht tot stand te brengen.

Ongetwijfeld is de boekhouding der weldadigheidsinstellingen zeer ingewikkeld; zoo deze dikwijls te wenschen overlaten, dan is het te wijten aan de onervarenheid of de onbevoegdheid der ontvangers.

De wet neemt nochtans op dat gebied alle wenschelijke voorzorgen. De benoeming moet geschieden bij geheime stemming, zij moet goedgekeurd worden door den gemeenteraad en zelfs door de Bestendige Deputatie; de ontvanger mag afgezet worden bij eene eenvoudige stemming van het weldadigheidsbestuur. Is de ontvanger gelast al de betalingen te doen, hij kan zulks echter maar op regelmatig betaalbevel, onderteekend door den toezichter en den secretaris en enkel tot bedrag van de uitgetrokken kredieten. Naar luid van artikel 92 der gemeentewet, heeft het college van burgemeester en schepenen het toezicht op de weldadigheidsinstellingen. De burgemeester heeft het recht, het voorzitterschap waar te nemen op de vergaderingen van het Bestuur der weldadigheidsbureelen, hij heeft er be raadslagende stem en mag volstrekt over alles toezicht uitoefenen.

Al die maatregelen schijnen toereikend: de openbare besturen zijn voorwaar niet volstrekt gevrijwaard tegen verduisteringen en ontvreemdingen, maar deze zouden zeer zeldzaam worden, indien al de betrokken besturen de bij de wet voorziene maatregelen van toezicht uitoefenden. Er dient nochtans niet vergeten dat het toezicht, ingericht door het opperbestuur, werd aangeprezen door de Commissie voor de herinrichting der openbare weldadigheid.

In de afdeeling werd met aandrang gevraagd dat eene nieuwe Kamer zou worden afgericht bij de rechtbank van eersten aanleg te Antwerpen.

Deze vraag is gegrond. Verleden jaar reeds, toen eene plaats van rechter in die rechtbank werd tot stand gebracht, zegde ik in mijn verslag, namens de Bijzondere Commissie, dat het getal achterstallige zaken ter rechtbank van Antwerpen onrustbarend was en dat die toestand bij dringendheid diende verholpen te worden.

Eene andere vraag, waarvan de gegrondheid onbetwistbaar schijnt, betreft de vermeerdering van het getal klerken ter griffie; het mag niet dat, wanneer men nieuwe Kamers opricht gedeeltelijk om het zware werk der magistraten te verlichten, men het werk des te zwaarder doe wegen op de nederige helpers van het gerecht. De oprichting van nieuwe Kamers verergert de drukte van het gerechtelijk werk en vooral de geschriften; derhalve is het maar billijk dat de dienst der ondergeschikte beambten in staat gesteld worde om op ordentelijke wijze het nieuwe werk te kunnen leveren. De Middenafdeeling steunt den wensch om eene nieuwe plaats bij het parket-generaal van het Hof van Beroep te Gent in te stellen.

Een lid der Middenafdeeling heeft vurig aangedrongen voor het tot stand brengen van eene tweede plaats van klerk bij de handelsrechtbank te Brugge; ook deze vraag is allerbillijkst.

Met zes stemmen tegen ééne werd de Begrooting van Justitie door de Middelenafdeeling aangenomen; de besluiten van het verslag werden bij eenparigheid der leden goedgekeurd.

De Verslaggever,

EUG. STANDAERT.

De Voorzitter,

E. NERINCX.

